



République de Côte d'Ivoire
Union- Discipline- Travail

Cabinet du Premier Ministre
Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget

**CONFERENCE INTERNATIONALE
SUR L'EMERGENCE DE L'AFRIQUE**

**ALLOCUTION DE CLOTURE DE
MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE
DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET**

Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, 20 Mars 2015

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Messieurs les Hauts Représentants du PNUD, de la BAD, de la Banque Mondiale, et du Centre d'Etudes de l'OCDE ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions bilatérales régionales et internationales;

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Membres du Corps Diplomatique ;

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations professionnelles du secteur privé et de la société civile ;

Messieurs les Directeurs Généraux et Centraux ;

Honorables invités ;

Chers amis de la Presse nationale et internationale ;

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur, et un agréable devoir pour moi de présider ce matin, **au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, la cérémonie de clôture de la première **Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique** qui se tient dans la capitale économique ivoirienne.

Après trois journées d'échanges intenses et de partage d'expériences sur la problématique du développement du continent, nous arrivons au terme de cette importante Conférence sur l'émergence de l'Afrique. Je note, avec satisfaction, la réussite de cet évènement et surtout la richesse et la qualité des enseignements qu'il nous laisse.

Je salue, à cet effet, l'appui technique du Programme des **Nations Unies pour le Développement (PNUD)** qui a permis indéniablement de faire de cet évènement un véritable succès.

Je voudrais, à ce titre, adresser une mention très spéciale à **Madame Helen Clark, Administrateur du PNUD**, et lui exprimer la profonde gratitude du Gouvernement ivoirien pour sa présence effective et pour avoir totalement mobiliser son institution à nos côtés pour l'organisation de cette rencontre de réflexions de haut niveau.

J'exprime également la sincère gratitude du Gouvernement à l'endroit des premiers dirigeants de la **Banque Mondiale et de la BAD**, nos partenaires au développement, mais aussi à l'organisation et à la réussite de cette conférence. Leurs inestimables contributions à ces assises ont permis de véhiculer des stratégies et des idées fortes pour engager de façon irréversible, le continent africain sur la trajectoire de l'émergence.

Je voudrais enfin adresser mes vifs remerciements à **toutes les délégations officielles, les panélistes et les universitaires et chercheurs**, ici présents, pour votre participation et surtout votre contribution à l'enrichissement des discussions. La présence distinguée de tous est la marque de l'intérêt que vous portez au développement économique et au progrès social de l'Afrique, en un mot, à **son émergence**.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

En assurant la présidence de la session inaugurale qui a suivi la cérémonie d'ouverture de la Conférence internationale, le Président de la République de Côte d'Ivoire, **Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA** et ses pairs de la sous-région ont partagé leur vision de l'émergence de l'Afrique. Le Chef de l'Etat ivoirien a saisi cette opportunité pour développer sa

grande ambition pour son pays, celle de « **faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020** ».

Les discussions au cours de ces trois jours de travaux ont démontré, sans nul doute, que notre continent dispose d'atouts nécessaires, à travers des potentialités encore intactes en ressources naturelles agricoles, minières et minérales. Sur ce fondement, une approche volontariste et structurée d'industrialisation devrait permettre une meilleure transformation locale de ces richesses pour générer **plus de valeur ajoutée et créer plus d'emplois** en vue de réduire significativement la pauvreté au cours des prochaines années.

En effet, les bonnes performances de l'Afrique durant la dernière décennie et les bonnes perspectives à moyen terme ont conduit la Banque Mondiale à dire ce qui suit : « **L'Afrique est en passe de réussir son décollage économique tout comme la Chine, il y a 30 ans, et l'Inde, il y a 20 ans** ». Plusieurs pays africains considérés comme « **pays frontières** » dans le jargon économique, sont sur le point de devenir des pays émergents, tout comme le Vietnam en Asie.

L'«**Incurable Afrique**» selon le célèbre magazine The Economist, dans un numéro de mai 2000, est donc devenu pour le même magazine « **Un continent d'espoir** » au

regard des nombreuses transformations économiques et politiques sur le continent.

Ces progrès de l'Afrique nous rappellent les promesses de transformation que portent la croissance économique et les réformes institutionnelles et structurelles.

Sur ces dix dernières années, je note que la croissance économique moyenne en Afrique, mesurée par l'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) en termes réels atteint **5 %** par an et qu'elle a été supérieure à celle de tous les continents à l'exception de l'Asie. **Six des dix pays** dont le taux de croissance est le plus élevé dans le monde se situent en Afrique. Parmi eux, figure la Côte d'Ivoire avec un taux d'environ **9%** au cours des trois dernières années, et une estimation de **10 %** en **2015**, consolidant ainsi son rôle de moteur de la croissance économique de la sous-région ouest africaine francophone.

Je note également que **le taux d'investissement étranger en Afrique a été multiplié par dix** au cours de la dernière décennie avec des apports significatifs de **la Chine, de L'Inde, du Brésil, de la Malaisie et de la Turquie**. D'ailleurs, **le taux de rendement** des investissements en Afrique **figure parmi les plus élevés au monde**.

Les échanges commerciaux de l'Afrique avec le reste du Monde ont augmenté de 200% depuis l'an 2000. Les échanges avec le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et la Turquie qui ne représentaient que 1 % sont estimés aujourd'hui à plus de 30 %. Ils devraient atteindre 50 % d'ici 2030.

Il est donc indéniable que l'Afrique trouve de plus en plus sa place dans l'économie mondiale et que la diversification de ses partenaires annonce également des opportunités de développement sans précédent.

Excellences, Mesdames et Messieurs

La forte croissance enviée et enviable du continent africain, tirée par la demande extérieure de produits de base et des politiques macroéconomiques efficaces, cache d'importantes disparités au niveau des différents pays. La croissance en Afrique **a généré peu d'emplois et induit peu d'impact sur la réduction de la pauvreté** qui demeure **le premier défi** du continent. Pour la plupart des pays africains, la contribution de la production manufacturière dans la création de richesses et de valeur ajoutée a baissé ou a peu évolué.

Dans ce contexte, il apparaît que l'absence d'inclusion de la croissance économique en Afrique reste l'un des défis

les plus importants à relever, avec près de la moitié de la population du continent disposant de **moins de 1,25 dollars par jour**.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Face à ce constat, je me convaincs que la qualité des échanges a permis de noter que l'industrialisation accélérée pourrait contribuer à la réalisation d'un développement durable et inclusif en Afrique. Il nous faut donc aborder cette phase décisive avec confiance et détermination, à travers une vision stratégique claire et partagée, soutenue par des politiques efficaces.

C'est pourquoi, nous devons mettre à profit toutes les initiatives continentales pertinentes, dans une approche participative en vue de formuler les meilleures stratégies pour la résolution des problématiques majeures comme celles : (i) du développement du capital humain et des compétences, (ii) du transfert et de la maîtrise des technologies, (iii) du renforcement d'institutions solides et compétitives, (iv) du développement des infrastructures et de sources d'énergie compétitives.

Ces défis sont bien perçus par les dirigeants politiques africains qui se sont à nouveau engagés, à l'occasion du Jubilé d'or de l'Union Africaine, à œuvrer pour « **une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par**

ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale ».

Toutefois, la bonne tenue de l'économie africaine ne changera durablement la situation du continent que **si elle profite aux populations et réduit de manière considérable et durable le niveau de pauvreté.**

Aussi, l'avenir de l'Afrique dépendra-t-il des réponses que ses dirigeants pourront apporter aux aspirations de sa jeunesse en matière de réduction du chômage, de formation et d'épanouissement.

A cet égard, l'Agenda 2063 qui en a résulté est un plan pour la transformation structurelle de l'Afrique. Il s'appuie sur **les enseignements tirés des expériences mondiales en matière de développement.** Il s'agit notamment des avancées significatives réalisées par les grands pays du Sud pour sortir des pans entiers de leurs populations de la pauvreté, améliorer les revenus et catalyser la transformation économique et sociale.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La Côte d'Ivoire, sous la haute impulsion du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA a pour ambition de s'engager durablement

sur la trajectoire de l'émergence dès 2020. Il s'agit de réaliser la transformation structurelle de l'économie ivoirienne, grâce à une croissance économique robuste, durable, inclusive et créatrice d'emplois. L'objectif est de bâtir une économie industrialisée, capable d'accroître substantiellement la part des produits manufacturés dans le PIB et les exportations, et de favoriser l'avènement d'une classe moyenne tant en milieu urbain que rural, à même de soutenir une demande intérieure forte et viable.

A ce titre, le Gouvernement entreprend depuis 2011 de profondes réformes structurelles et sectorielles pour améliorer de façon notable la compétitivité de notre économie. Il s'agit globalement de **créer le meilleur environnement pour accompagner le secteur privé et créer en Côte d'Ivoire, l'un des climats des investissements privés, les plus attractifs en Afrique.**

L'accélération et l'intensification de ces réformes **structurelles et sectorielles** ont permis à la Côte d'Ivoire : **(i) d'être classé pour la deuxième année consécutive parmi les dix meilleurs réformateurs au monde dans le cadre du rapport Doing Business 2015 de la Banque Mondiale, passant ainsi du 7^{ème} rang au 4^{ème} rang.**

Faut-il le rappeler, notre pays a maintenu son statut de pays conforme à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) obtenu en mai 2013. De même, la Côte d'Ivoire a reçu en décembre dernier le prix du Forum « Mines and Money » du « **Meilleur Pays en matière de réforme dans le secteur minier** » devant des pays Européens comme la Finlande et la Serbie et d'Amérique Latine comme le Pérou.

D'autres réformes sont également mises en œuvre dans le cadre du Millennium Challenge Corporation (**MCC**) du Gouvernement Américain, sanctionné par l'obtention récente du **Threshold**. En outre, notre pays devrait être éligible dès 2015 à l'initiative internationale « **Open Government Partnership - (OGP)** ».

Les résultats éloquentes liés à la réalisation de ces réformes ainsi que les retombées positives perceptibles sur la situation économique de la Côte d'Ivoire, sont un signal fort à l'endroit de tous les pays africains désireux de relever le défi de l'émergence. Car la transformation structurelle de nos économies réside dans une réforme profonde de ces mécanismes, pour une résilience plus accrue, dans le contexte actuel de mondialisation et de concurrence acharnée.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les conclusions de la Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique qui a eu **pour ambition de susciter des discussions de haute qualité d'où jailliront des pistes d'actions concrètes sur la problématique de la transformation structurelle de l'Afrique sont très attendues.**

Permettez-moi, donc de retenir avec vous quelques unes de ces recommandations très instructives tirées de l'expérience des pays les plus avancés sur le chemin de l'émergence au regard des trois thématiques majeures débattues que sont « l'Etat développementaliste et l'émergence », « l'émergence et les changements des modes de production et de consommation » et « l'émergence et le développement humain ». Ce sont :

- une politique volontariste forte et structurée de réformes sur le double plan individuel et régional;
- l'accélération du processus d'industrialisation, le développement d'infrastructures modernes, l'appropriation et la diffusion des technologies ainsi que la recherche et l'innovation ;
- la formation, l'adéquation formation et emploi et la création d'emplois stables.

Ces recommandations qui s'intègrent dans ce qui pourrait être considéré, de mon point de vue, comme la

« **Déclaration d'Abidjan sur l'émergence de l'Afrique** » doivent être suivies et régulièrement évaluées dans leur application.

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire qui élabore actuellement **son plan stratégique pour l'émergence à l'horizon 2020 ainsi que le Plan National de Développement (PND) 2016-2020**, je voudrais vous assurer de la ferme volonté du Gouvernement ivoirien de s'approprier les conclusions fructueuses de ses assises.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

En vous souhaitant bon retour dans vos pays respectifs, je déclare au nom de **SEM Alassane OUATTARA, Président de la République**, close la première conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique organisée par la Côte d'Ivoire avec l'appui du PNUD, de la Banque Mondiale et de la BAD.

Je vous remercie de votre aimable attention.